

Vers des salaires qui piétinent ?

« Négociations salariales : coup de frein sur les augmentations », titre Les Echos qui consacre une double page au sujet alors que les budgets prévus pour les négociations annuelles obligatoires en 2025 marquent le pas par rapport aux années précédentes, même s'ils restent supérieurs à l'inflation. Selon une étude LHH publiée vendredi, les augmentations de salaire concédées lors des NAO devraient atteindre 2,5 % de la masse salariale en médiane, contre 3,5 % en 2024 et 4,75 % en 2023. « Cette baisse est directement liée à la décélération de l'inflation », prévue à 1,6 % en 2025 selon la Banque de France, constate Delphine Landeroin, directrice de projet au sein du cabinet de conseil en ressources humaines. La quasi-totalité des secteurs est concernée par ce mouvement et la tendance « est à la convergence des pratiques », observe Khalil Ait-Mouloud, directeur de l'activité enquêtes de rémunération chez WTW France. Selon le cabinet Deloitte, le secteur des transports devrait être le plus généreux, avec une augmentation médiane de 2,9 % qui cache néanmoins des disparités. Dans l'industrie, en particulier dans l'automobile touchée de plein fouet par le ralentissement économique, les revalorisations seront a contrario globalement moins-disantes, avec des hausses plus proches de 2,2 %, selon Deloitte. « Ce n'est pas la pire situation de ces cinq dernières années », tempère toutefois Christian Pellet, président de Sextant Expertise. « Les budgets restent au-dessus de l'inflation. Il y a toujours une volonté de rattrapage de la part des entreprises qui continuent à absorber la hausse des prix de ces dernières années », analyse-t-il. Avec une nouveauté cependant : après plusieurs années d'augmentations collectives, 2025 devrait marquer le retour en force des augmentations individuelles, notamment auprès des cadres. « Cela montre que les questions de pouvoir d'achat restent sous l'œil attentif des entreprises, mais les sujets d'attractivité reprennent leur place avec les augmentations individuelles », analyse Delphine Landeroin, de LHH. Ces propositions vont-elles satisfaire les syndicats ? « En 2025, 28 % des entreprises mentionnent qu'un climat social est tendu », pointe Delphine Landeroin. (Les Echos, p.20)